



**PARALLÉLISME HYPOTHÉTIQUE
ENTRE PLANIFICATION URBAINE ET GESTION
DES LANGUES: LE CAS
DE LA VILLE DE MAROUA AU CAMEROUN**

*Hypothetical Parallellism between Urban Planning and Management
of Languages: the Case of the City of Maroua in Cameroon*

Zacharie Hatolong Boho

Escuela Normal Superior de la Universidad de Maroua,
IUDI de Mokolo

RÉSUMÉ : En ville, les quartiers se délimitent en se nommant ; les rues se tracent en se désignant ; les services publics et privés portent des noms sur des plaques ou devantures; les mouvements au sein de l'espace urbain obéissent à une signalétique conséquente... Or, l'acte de nommer, de désigner, de signaler... n'est possible que si l'on utilise l'instrument consacré à cet effet : le langage ou la langue. Et la ou les langue(s) pour le faire s'impose(nt) de soi, en vertu de son/leur statut. La question-vecteur de cet article est de savoir si la planification de la ville de Maroua a tenu compte du paramètre linguistique. Justement, après enquête, on se rend aisément compte que les langues officielles continuent de dicter leur loi, le français en premier. Le fulfulde qui est la langue véhiculaire et dont les fonctions sociales sont incontestables figure rarement sur les façades de la ville. Pourtant, un développement intégré implique la participation de tous les acteurs sociaux. Par conséquent, un aménagement discriminatoire de l'espace urbain constitue un échec à ce modèle de développement. Outils efficaces de toute transaction sociale, toutes les langues devraient bénéficier d'une politique plus concrète que le statut symbolique que les pouvoirs publics ont tendance à leur réserver.

MOTS-CLÉ : L'écologie graphique, sociolinguistique urbaine, l'aménagement du territoire urbain, multilinguisme, écrit urbain.



RESUMEN: En las ciudades, los barrios se delimitan por el nombre, las calles se trazan sobre los planos, los servicios públicos y privados llevan los nombres en placas o carteles, los movimientos en el seno del espacio urbano obedecen a una señalización consecuente... Ahora bien, el acto de nombrar, de designar, de señalar... sólo es posible si se utiliza el instrumento concebido a tal efecto: el lenguaje o la lengua. Y es aquí donde las lenguas se imponen con este fin según su estatus. El tema conductor de este artículo es saber si la planificación de la ciudad de Maroua ha tenido en cuenta el parámetro lingüístico. Tras la investigación, nos damos cuenta claramente de que las lenguas oficiales siguen dictando su ley, el francés en primer lugar. El idioma fula, lengua vehicular con funciones sociales indiscutibles, aparece raramente en las fachadas de la ciudad. No obstante, un desarrollo integral implica la participación de todos los actores sociales. Por consiguiente, una ordenación discriminatoria del espacio urbano constituye un fracaso de este modelo de desarrollo. Como herramientas eficaces de cualquier transacción social, todas las lenguas deberían contar con una política más concreta que el estatus simbólico que los poderes públicos tienen tendencia a reservarles.

PALABRAS CLAVE: Ecología gráfica, sociolingüística urbana, ordenamiento del territorio urbano, multilingüismo, escrito urbano.

—

RESUM: A les ciutats, els barris es delimiten pel nom; els carrers es tracen sobre els plànols, els serveis públics i privats porten els noms en plaques o cartells, els moviments al si de l'espai urbà responen a una senyalització conseqüent... Ara bé, l'acte d'anomenar, de designar, d'assenyalar... només és possible si s'hi utilitza l'instrument concebut a l'efecte: el llenguatge o la llengua. I és ací on les llengües s'imposen amb aquesta finalitat segons l'estatus. El tema conductor d'aquest article és saber si la planificació de la ciutat de Maroua ha tingut en compte el paràmetre lingüístic. Després de la investigació ens adonem clarament que les llengües oficials continuen dictant la seua llei, el francès en primer lloc. L'idioma fula, llengua vehicular amb funcions socials indiscutibles, apareix rarament a les façanes de la ciutat. No obstant això, un desenvolupament integral implica la participació de tots els actors socials. Per consegüent, una ordenació discriminatòria de l'espai urbà constitueix un fracàs d'aquest model de desenvolupament. Com a eines eficaces de qualsevol transacció social, totes les llengües haurien de comptar amb una política



més concreta que l'estatus simbòlic que els poders públics tenen tendència a reservar-les.

Paraules clau: ecologia gràfica, sociolingüística urbana, ordenament del territori urbà, multilingüisme, escrit urbà.

ABSTRACT: In the town, the quarters are demarcated, the streets are traced as they are named; public and private services bear their names on plaques, and movements within the urban space obey a consequent signage... But the process of naming, designating, signing and so on is impossible without the use of language. Therefore, the language(s) to be used gain recognition naturally in accordance with their status. The main question this paper explores is to learn whether the planning of Maroua took the linguistic parameter into consideration. Our study showed that the official languages, predominantly French, still hold sway. Fulfulde, considered as a vehicular language, is rarely used on the town's façades. However, an integrated development implies the involvement of all social actors. The discriminatory planning of urban space therefore reflects the failure of this kind of development. As efficient tools for social transaction, all languages should benefit from more specific policy than the symbolic status that authorities usually reserve for them.

KEYWORDS: Graphic ecology, urban sociolinguistics, urban territory planning, multilingualism, urban writing.

Introduction

Cet article permet de questionner la planification urbaine – non pas comme le ferait un géographe mais à la manière des sociolinguistes ou spécialistes de la *linguistic Landscape* – à partir des langues inscrites dans l'espace. Le travail empirique implique que les données soient recueillies de façon objective sur les façades de l'espace urbain ou sur les enseignes publicitaires. La planification, faut-il le préciser, est « l'intervention de l'appareil d'État sur l'organisation de l'espace urbain » (Le breton, 2009: 16), ce qui implique également une mise en mots du territoire (pour des raisons d'identification et



d'orientation). De ce fait, une approche sociolinguistique consistant à décrire le paysage linguistique de la ville peut nous aider à vérifier l'(in)efficacité de l'action planificatrice. Dès lors, l'étude a pour objectif la description des enjeux liés à l'environnement scriptural, ainsi que les interrelations existant entre les signes graphiques urbains et leurs destinataires. En principe, l'espace urbain est un milieu multilingue (on peut le démontrer à partir des langues parlées et écrites sur l'ensemble dudit espace), de même que la population urbaine est diversifiée.

Il est question de répondre aux questions suivantes : qui écrit quoi, en quelles langues, pour qui et pourquoi ? Une double politique de planification, du territoire et des langues, devient l'objet de débat. Et la ville de Maroua, chef-lieu de la région de l'extrême nord du Cameroun, obéit – comme toutes les autres villes du pays – à un plan d'urbanisation dont les caractéristiques majeures participeraient d'une meilleure visibilité ou praticabilité. Même si la ville ne se réduit pas à son réseau routier, celui-ci constitue une catégorie primordiale pour la présente réflexion. Les routes, en tant qu'elles jouent un rôle essentiel dans l'orientation et la communication, coexistent dans les villes avec les écrits qui ont la même fonction. Par ailleurs, il suffit de suivre l'itinéraire du réseau routier pour mesurer la densité des écrits urbains.

I. Méthodologie

La démarche méthodologique de ce travail comprend trois moments essentiels : la collecte directe des données, l'analyse et l'interprétation. L'échantillonnage nous a permis de circonscrire le terrain de recherche afin de recueillir une quantité représentative d'écrits urbains.

Le parcours de la ville en vue de la collecte des données a commencé à partir de la périphérie, histoire d'identifier les entrées principales de la ville. Il s'agit précisément d'identifier les différents messages d'accueil adressés aux usagers de l'espace urbain, ceci dans la mesure où la ceinture de plusieurs villes se présente comme une vitrine sur tout l'espace intérieur. C'est là qu'on identifie et annonce les activités des citoyens. De même, le réseau routier de Maroua nous a permis de tracer l'itinéraire à suivre pour procéder



au relevé des écrits urbains. Le corpus comprend des données qualitatives en vue de la représentation de la majorité des quartiers et domaines de référence, et des données quantitatives dans l'optique d'obtenir un nombre raisonnable d'occurrences. À cet effet, nous nous sommes limités à cinquante occurrences pour ne pas remplir le travail de données matérielles.

Quant à l'analyse, elle est précédée de la présentation des données sous des rubriques telles que les écrits eux-mêmes, la/les langue(s) utilisée(s), la structure désignée et le quartier qui abrite la structure. Naturellement, le quartier de la structure est en même temps celui dans lequel l'écrit a été relevé. Par ailleurs, cette présentation systématique des données empiriques tient compte de l'orientation et des centres d'intérêt de la recherche. Les résultats de l'analyse se présentent sous forme de tableaux illustratifs, préalable à une interprétation efficiente. Cette dernière phase nous permet de vérifier les hypothèses annoncées dans l'introduction sous forme d'objectifs.

2. L'itinéraire de recherche et observation empirique de son objet

Tout visiteur qui vient de Garoua¹ est accueilli à Maroua par une plaque sur laquelle est inscrit *Bienvenue à Maroua*, au niveau du *Pont Makabay* (situé au sud-ouest de la ville). Cette route, axe principal Garoua-Kousséri², représente pratiquement une tangente par rapport au centre urbain, séparant celui-ci des banlieues Ziling et Ouro-Tchédé. La voie principale ouest-est qui émerge à partir de Carrefour Para forme au niveau de Domayo des ramifications qui ne se rencontreront qu'à l'entrée du quartier Dougoï (sortie est). Le trajet Kousseri-Maroua débouche sur la ville par Frolinat au nord-ouest, générant deux branches qui fusionnent au niveau de l'Hôpital Régional, en direction du centre urbain... À partir de ce réseau routier, l'on peut accéder à d'autres catégories urbaines à l'instar des infrastructures, des quartiers et des marchés. Ces éléments constitutifs du patrimoine urbain sont théoriquement contenus dans une carte d'urbanisation.

1. Ville située à 200 kilomètres au sud de Maroua.

2. Ville de taille moyenne située au nord de Maroua.



Or, on entend par patrimoine tout « bien, héritage commun d'une collectivité, d'un groupe humain » (cf. *Le Petit Larousse Compact* 2003). Dès lors, les routes qui donnent accès à la ville ne suffisent plus ; les langues doivent couvrir le vide laissé par un réseau routier généralement muet. En effet, à partir de l'écologie graphique de la ville de Maroua, nous pouvons avoir une idée de toutes les activités sociales. Il est également possible de recenser toutes les langues utilisées par les habitants ou usagers de la ville, surtout dans leur forme écrite. Seulement, la réalité est que ces langues reflètent peu le potentiel linguistique de la ville et diminuent, *ipso facto*, aussi bien la possibilité d'accéder au patrimoine urbain qu'à la qualité/quantité des activités menées.

3. Configuration linguistique du paysage graphique de Maroua

Ici, il est question de faire l'inventaire des langues d'après lesquelles est configurée l'écologie graphique de l'espace urbain, tout en présentant une partie des données recueillies sur le terrain.

Écrits	Langues	Structures désignées	Quartiers
Relais de la Porte-Mayo / Hôtel-Bar-Restaurant	Français	Hôtel	Domayo
École Primaire Privée Islamique de Diguirwo	Français	École	Diguirwo
Hôpital Régional de Maroua	Français	Hôpital	Zokok
Avenue Kakataré	Français	Route	Kakataré
Paloma blanca Coiffure...	Espagnol/Français	Salon de coiffure	Hardé
École maternelle primaire bilingue FATIA / Bilingual nursery and primary school...	Français / Anglais	École	Hardé
Alimentation le paradis	Français	Boutique	Kakataré
Université de Maroua / The University of Maroua / École Normale Supérieure de Maroua / Higher Teachers Training School...	Français/Anglais	Boutique	Domayo Comice
Djaouro Dandi / Immobilier BP 94	Fulfulde/Français	Entreprise immobilière	Domayo
Alimentation Fathiah / Vente de produits de parfumerie / Alimentation	Français/Arabe	Boutique	Domayo
Lovin City Snack-Bar/Restaurant Grill...	Anglais/Français	Bar-restaurant	Domayo
Crédit Foncier du Cameroun	Français	Banque	Founangue
Commissariat Central de la Ville de Maroua	Français	Police	Domayo



Association de lutte contre les violences faites aux femmes (ALVF)	Français	ONG	Kakataré
BICEC / Banque Internationale pour l'Épargne et le Crédit	Français	Banque	Founangué
Église Évangélique du Cameroun / Région Synodale du Grand-nord	Français	Église	Hardé
Clinique Kaliao	Français/Guiziga	Hôpital	Lopere
Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement	Français	ONG	D j a r e n g o l Délégué
GIC Alsalama	Français/Arabe	ONG	Doursoungo
Cameroon Baptist Convention...	Anglais	Église	Pitoare
Eldorado	Espagnol/Français	Bar	Ziling
Hôtel Maïlaye	Français/Tupuri	Hôtel	Pont Vert
École Publique de Palar I et II	Français	École	Palar
Mounyal Cafétéria	Fulfulde/Français	Restaurant	Ziling
Happy Boutique	Anglais/Français	Boutique	Ouro-Tchédé
Propriété privée / Sainte métropole Orthodoxe Cameroun	Français	Église	Boliwol
Centre de santé intégré	Français	Hôpital	Doualaré
École de 2 nd e chance des enfants de 8-12 ans / Djanguirde Djaoudoum	Français / Fulfuldé	École	Douaaré
Bellissimo Coiffure	Italien/Français	Salon de coiffure	Kakataré
GIC SEMBE WOORE/ Comité de lutte contre le Sida	Français/Fulfulde	ONG	Kakataré
Vente de pièces détachées auto de toutes marques	Français	Boutique	Dougoï
Institut Islamique Sabil-El-Falah-El-Hairi ...	Français/Arabe	École	C a r r e f o u r Para
You are shopping Center : Alimentation/Prêt-à-porter/Produits de beauté	Anglais/Français	Boutique	Founangué
Restaurant le délice chez Aminatou	Français	Restaurant	Domayo
Alimentation d'or du Diamaré	Français	Boutique	Founangué
Centre de formation zootechnique et vétérinaire	Français	École	Missinguileo
Sous-préfecture de Maroua	Français	Unité administrative	Founangué
Préfecture de Maroua	Français	Unité administrative	Founangué
AES-SONEL / Energizing Cameroon /Agence de Maroua Rural	Anglais/Français	Entreprise	Dougoï
Temple de Vérité	Français	Église	Pont Vert
Musée d'Art local	Français	Musée	Founangué
Centre Artisanal	Français	Musée	Founangué
Poste de police du Marché Central	Français	Police	Founangué



Vente de pneus d'occasion	Français	Boutique	Dougoï
Unité de Planning familial/Family planning Unit	Français/Anglais	Hôpital	Zokok
Crédit Agricole	Français	Banque	Founangué
Boulangerie Pâtisserie Super idéale	Français	Boulangerie	Domayo
CAFOR/Cellule d'Appui et de Formation ...	Français	ONG	Domayo
Restaurant de tourisme	Français	Restaurant	Palar

Tableau 1 : *Le corpus*

La (con)figuration linguistique du paysage urbain se présente comme un fait empirique, observable par n'importe quel usager de l'espace commun. Les langues les plus présentes sont naturellement le français, l'anglais et le fulfulde. On mentionne également, et de manière symbolique, les langues comme le tupuri, l'arabe et le guiziga. Cette situation sociolinguistique est présentée dans le tableau suivant.

Langues de désignation	Occurrences
Français	30
Anglais	2
Français/Anglais	6
Français/Fulfulde	4
Français/Arabe	3
Français/Espagnol	2
Français/Italien	1
Français/Guiziga	1
Français/Tupuri	1

Tableau 2 : *Langues de l'environnement graphique*

On observe à suffisance que le français domine l'écologie graphique de Maroua, au détriment des autres langues, surtout du fulfulde qui est la langue véhiculaire de la région. Puis, vient l'anglais avec 6 occurrences, comme pour refléter le type de politique linguistique adoptée au Cameroun. En effet, les



deux langues officielles, le français et l'anglais, même si elles n'ont pas les mêmes fonctions sociales, sont l'objet d'une politique favorable. À propos, soulignons que :

[...] le bilinguisme officiel camerounais français et anglais est une conséquence positive et logique de la réunification, le 1er octobre 1981, de l'ancien Cameroun sous tutelle britannique et de l'ancien Cameroun sous tutelle française. Le choix du bilinguisme institutionnel répond à la volonté de consolider l'unité nationale par la composante linguistique. (Tabi-Manga, 2000 : 111)

En revanche, toutes les langues locales ou nationales ont un statut symbolique parce qu'elles sont seulement sauvegardées en vertu d'une diversité culturelle, ou simplement au nom d'une unité nationale, comme l'exprime le même Tabi-Manga (2000 : 108-109) :

Au total, les langues nationales ont indéniablement joué un rôle important dans l'histoire politique et culturelle du Cameroun. Elles ont contribué à l'émergence et à l'évolution de la conscience nationaliste face à l'oppression colonialiste. Cependant, dès après l'indépendance et la réunification, elles verront leur rôle diminuer. Elles sortiront progressivement du champ politique pour ne devenir que des langues de convivialité domestique et culturelle en usage dans les temples et les églises. Leur effacement du champ politique et social s'accompagne simultanément de la formulation de l'exigence d'unité nationale par-delà la multiplicité des cultures, des ethnies et des langues. La poursuite de la politique d'unité nationale et plus tard l'atteinte de l'intégration nationale devaient nécessairement par la mise en œuvre urgente d'une politique linguistique fondée sur l'usage presque exclusif du français et de l'anglais.

Sans négliger l'importance assignée au français ou aux deux langues officielles en général – simplifier pour mieux gérer ? –, tout observateur réaliste des dynamiques sociales qui caractérisent la ville de Maroua proposerait un autre panorama linguistique. En effet, l'environnement scriptural de la ville est en contradiction avec plusieurs réalités la caractérisant.

La première réalité trahie est la situation sociolinguistique du Cameroun. Rappelons à cet effet que plusieurs groupes ethniques convergent à Maroua : les Guiziga, les Mofu, les Foulbé, les Mafa, les Mundang, les Tupuri, entre



autres. Certains sont originaires du Diamaré³ et d'autres se sont établis au fil du temps à la faveur des vagues migratoires continues ou de l'exode rural. Or, l'identité ethnique fonde nécessairement l'identité linguistique au Cameroun : généralement, un même vocable désigne invariablement la tribu et la langue. S'il est admis que la diversité ethnique de Maroua est synonyme de multilinguisme, opter pour une planification du territoire qui ne tienne pas compte de cette pluralité sociale et linguistique traduirait indubitablement une forme de discrimination de la part des dirigeants.

La deuxième réalité contrariée est d'ordre politico-administratif. La loi n° **2004/018** du 22 juillet 2004 fixe définitivement les conditions relatives à l'orientation de la décentralisation au Cameroun. Ceci revient à responsabiliser les collectivités locales, lesquelles sont désormais appelées à s'auto-développer à partir de leurs propres potentialités et compétences. Par conséquent, lesdites potentialités ne se résumant pas aux biens matériels, une auto-promotion locale exploiterait aussi les ressources immatérielles qui sont généralement pérennes et consolident mieux tout processus de développement durable. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que tous les efforts en termes de développement doivent, de nos jours, nécessairement s'inscrire dans la logique de la globalisation. Chaque peuple est donc tenu de se présenter tout en étant conforme au village planétaire, muni des armes culturelles lui permettant d'échapper à l'assimilation. En outre, l'intégration nationale ou régionale dont on a l'habitude de parler au Cameroun devrait, pour se concrétiser, profondément s'enraciner dans les réalités locales.

Troisièmement, les administrateurs de Maroua devraient être conscients que la vie économique de la ville ne repose pas exclusivement sur ses habitants. Une grande partie des acteurs qui animent l'économie locale vivent dans les villes et villages environnants. Chaque matin, les marchandises en général et les vivres en particulier sont transportées de la périphérie vers le centre urbain. Ainsi, les localités comme Dogba, Lalawaï, Godola, Meri, Douvangar, Kaliao, Katoual, Gazawa, Mokong, Salak, Minfif, Bogo, Petté, etc., constituent, par leurs activités agropastorales et commerciales, un véritable moteur pour l'économie de Maroua. La majorité des magasins et bou-

3. Diamaré est le nom du département dont le chef-lieu est Maroua.

tiques de la ville appartiennent d'ailleurs à des commerçants qui effectuent quotidiennement un aller et retour entre Mora, Mémé, Dogba, Mokolo, etc., et Maroua. Tous ces gens qui ne parlent et n'écrivent pas forcément français sont pourtant les principaux destinataires de la signalétique urbaine. Les écrits qui constituent notre corpus relèvent majoritairement, faut-il le préciser, des activités dont les usagers de l'espace urbain sont les acteurs ou destinataires. Une illustration en est faite dans ce tableau :

Domaines de référence	Occurrences
Éducation	7
Santé	4
Sécurité	2
Administration	2
Économie (activités et finances)	20
Hôtellerie/restauration	7
Religion	4
Communication	1
Loisir	3

Tableau 3 : *Domaines de référence des écrits urbains*

Le tableau illustre la diversité des activités et réalités socio-économiques et socioculturelles. La vie des usagers de l'espace urbain est tributaire de ces domaines que les habitants ou les autorités décrivent à travers la pratique graphique. En outre, les écrits urbains ont plusieurs autres fonctions que les planificateurs du territoire devraient prendre en considération.

4. Les fonctions des écrits urbains

L'écrit revêt des fonctions du langage qui se centrent respectivement sur l'émetteur, le récepteur, le message, le code, le canal et le référent. Cependant, lorsqu'on passe de l'écriture à l'écrit, qui est considéré comme produit, on lui assigne une valeur anthropologique et sociale. En plus des traditionnelles fonctions du langage, les écrits urbains, dont la spécificité est d'être

doublement contextualisés du point de vue socio-spatial, sont supposés remplir bien d'autres fonctions.

En général, les écrits urbains correspondent au fractionnement géographique de la ville, c'est pourquoi ils désignent et décrivent les usages sociaux des lieux. De même, ils sont une composante de la culture urbaine, constituant ainsi un facteur d'intégration à la ville. Il faut également ajouter que, dans la mesure où elles sont générées par des individus ou institutions, ces productions remplissent *a priori* la fonction générale qu'on peut qualifier de sociale. Toutefois, étant donnée la diversité des pratiques qui les sous-tendent, il convient de spécifier les matrices fonctionnelles qui les caractérisent. Les deux types d'écrits (individuels ou privés et institutionnels) renvoient à ceux que Calvet (1993) qualifie respectivement d'*in vivo* et d'*in vitro*. De prime abord, il faut mentionner la fonction d'identification, c'est-à-dire que les auteurs des écrits urbains identifient une ou des langues qu'ils s'approprient en vue de délimiter un horizon de l'espace urbain. Pour Millet (1998 : 39) :

[...] les écrits individuels ou "privés" [...] sont des messages linguistiques manifestant une appropriation de la langue et du système graphique par les individus, qui, s'inscrivant fondamentalement dans des processus socialisés de communication, tentent néanmoins, dans un jeu d'équilibre entre appartenance à un groupe et expression individualisante, d'afficher une existence singulière.

Cette fonction est généralement propre aux écrits individuels. Cependant, elle peut être l'apanage des écrits institutionnels, étant donné qu'ils laissent transparaître une voix collective unifiée. Dans ce sens, l'identité individuelle est souvent dissoute dans la mémoire collective. En effet :

[...] entre l'individu et le groupe, il convient d'envisager le groupe. Ainsi, une identité affichée (par définition unique), n'est jamais déconnectée des autres identités qui l'entourent; elle s'inscrit dans des réseaux de connivence ou d'appartenance qui pourront présenter des caractéristiques formelles communes. Il s'agit dès lors d'identités partagées, et l'on pourra parler de fonction de marques identitaires. (Millet, op. cit.)



Du point de vue linguistique, les notions comme *We-code* et *The-code*⁴ peuvent convenablement exprimer le concept d'identité collective.

La deuxième fonction est d'ordre publicitaire car les individus tendent à vanter les mérites de leurs produits commerciaux au travers des affiches publicitaires. Cela s'effectue au moyen d'une stratégie communicative spéciale de nature à amener le public à consommer ce qui lui est proposé.

La dernière fonction, référentielle, est la plus usuelle et évidente dans toute pratique sémiotique. Elle renvoie à toute situation d'énonciation (temps, espace, émetteur, récepteur et message). Ici, la langue décrit l'espace et le temps urbains. Identification et désignation des lieux, orientation des usagers et organisation du flux des habitants ou visiteurs ; programmation des événements qui rythment la vie urbaine, etc., c'est tout cela qui rend compte de cette fonction référentielle.

5. Quelle(s) langue(s) choisir ?

En quelle(s) langue(s) devrait être configurée l'écologie graphique de Maroua ? En matière de planification ou promotion des langues, la question du choix s'est toujours posée. Cette problématique a toujours constitué un casse-tête au Cameroun, aussi bien pour les politiques que pour les linguistes. Et dans le contexte spécifique du Cameroun justement, la question fondamentale est la suivante : quelle langue (officielle ou nationale) enseigner étant donné que le trésor linguistique du Cameroun en comprend plus de 250 ? La question est d'autant plus lancinante qu'elle se rapporte d'abord à la politique éducative et linguistique, avant même de s'appliquer à d'autres secteurs de la vie sociale.

À propos, les autorités de l'École Normale Supérieure de Maroua ont voulu un jour décider des langues nationales à enseigner au sein de l'institution, décision qu'elles devaient ultérieurement communiquer au ministre de l'Enseignement supérieur. Tous les départements de langue se sont réunis pour examiner la question et proposer les langues susceptibles d'être

4.



enseignées, mais la rencontre s'est achevée sans consensus car, au-delà de la méthode adoptée pour conduire les débats, des considérations identitaires ont surgi. Il manquait d'objectivité ou de sens de compromis, et la situation est restée inchangée jusqu'ici. Le fameux repli identitaire a ainsi et une fois de plus influencé l'action citoyenne à visée constructive.

Dans le cadre de cette étude, nous adoptons, pour répondre à la question posée ci-dessus, deux postures : l'une idéaliste et l'autre réaliste. Tout d'abord, toute administration devrait objectivement opter pour la promotion de toutes les langues parlées dans la société, car, « en réalité, chaque langue a son génie propre qui permet de l'adapter au besoin de la communauté qui l'utilise, et la question linguistique engage la communauté dans tous les aspects de sa vie quotidienne » (Sanogo, 2008 : 19-34).

Par ailleurs, il faudrait éviter de décider à la place des citoyens sans les avoir préalablement consultés par rapport à leurs choix ou aspirations. Il est généralement facile de croire que les usagers de l'espace urbain sont analphabètes dans leurs propres langues et qu'il ne serait d'aucune utilité de concevoir la signalétique urbaine en langues nationales. Une telle attitude revient à méconnaître les efforts endogènes en matière d'enseignement/apprentissage des langues nationales, c'est-à-dire les réalités du terrain. En effet, les populations villageoises qui fréquentent les villes ne sont pas si analphabètes que cela. Impulsées par les églises et les organisations non gouvernementales, beaucoup d'activités d'alphabétisation et d'apprentissage des langues marquent la vie des populations depuis des décennies.

L'enseignement des langues nationales camerounaises, même s'il n'est pas fait dans un cadre formel, a été impulsé dans les années quatre-vingt. En 1979 et dans le cadre du programme PROPELCA,⁵ certains linguistes adoptèrent un alphabet général des langues camerounaises. À partir de cette décennie, le développement ou l'enseignement des langues maternelles est de plus en plus assuré par des linguistes nationaux, en collaboration avec les organismes

5. Projet de recherche opérationnelle pour l'enseignement des langues au Cameroun.



comme l'UNESCO, la SIL,⁶ le CERDOTOLA,⁷ l'ANACLAC,⁸ ainsi que par les églises. L'éducation informelle à travers des programmes d'alphabétisation à l'intention des jeunes et adultes est plutôt un processus auquel tout le monde s'est habitué. Et, progressivement, l'on est passé à l'étape suivante, c'est-à-dire à l'enseignement des langues nationales dans le cadre de l'éducation formelle. Les derniers développements tiennent à la mise sur pied du PNA⁹ et à la création d'un département de langues et cultures nationales à l'École Normale Supérieure de Yaoundé.

Dans la région de l'extrême nord en général et à Maroua en particulier, presque toutes les langues ont été standardisées dans le cadre du projet BASAL¹⁰ piloté par l'ANACLAC. La majorité d'entre elles sont dotées des supports didactiques qui les prédisposent à l'enseignement. Entre les langues codifiées de Maroua, on peut citer le fulfulde, le guiziga, le mofu, le mafa, le mundang, le tupuri, etc. Celles-ci, et bien d'autres encore, sont utilisées par les églises et la presse locale, institutions qui leur confèrent une fonction sociale avérée et un certain dynamisme au sein des populations. Par conséquent, toutes les langues, aussi bien les grégaires que les véhiculaires ou officielles, peuvent faire l'objet de l'action planificatrice dans la ville de Maroua.

Toutefois, il convient de se montrer réaliste, non point pour nier la nécessité de faire la promotion de toutes les langues, mais pour reconnaître que toute zone urbaine impose sa propre méthode en matière de gestion des langues. Selon Calvet (1994 : 130) :

[...] la ville se dresse à l'horizon de notre histoire immédiate comme un inévitable destin.

La ville est la quintessence du plurilinguisme, elle draine les différentes situations linguistiques du pays. Point de convergence des migrations et donc

-
6. Summer Institute of Linguistics ou Société Internationale de Linguistique.
 7. Centre de recherche et de documentation sur les traditions orales et pour le développement des langues africaines.
 8. Association nationale des comités de langues camerounaises.
 9. Programme National d'Alphabétisation.
 10. Basic Standardization of all unwritten African Languages.



des différentes langues du pays, elle est un lieu d'observation privilégié pour le linguiste, où l'on voit émerger des langues d'intégration.

Les solutions linguistiques que la ville apporte à la communication sociale ont toutes les chances de s'imposer à l'ensemble du pays : telle une pompe, la ville aspire du plurilinguisme et recrache le monolinguisme, et elle joue ainsi un rôle fondamental dans l'avenir linguistique de la région ou de l'État.

Dans ce qui précède, sont exprimées les idées que Calvet (2005) résumera sous le concept de modèle gravitationnel. La quintessence dudit modèle est que la configuration linguistique des villes africaines se caractérise par la hiérarchisation des langues, selon les fonctions sociales.

[...] en Afrique francophone, autour d'une langue pivot, le français, langue « super centrale », gravitent d'autres langues (dont les locuteurs parlent souvent le français), « langues centrales » qui sont à leur tour le centre de gravitation de nouvelles langues, « langues périphériques » dont les locuteurs parlent aussi une langue du niveau immédiatement supérieur. (Calvet, 2005 : 229)

Le schéma général est le suivant : langue officielle, langue véhiculaire et langue identitaire. Rappelons que Maroua obéit à cette logique, car le français et l'anglais s'imposent en tant que langues officielles, le fulfulde comme langue véhiculaire de grande extension, puis viennent les langues grégaires, tel qu'on peut le visualiser dans la figure suivante :

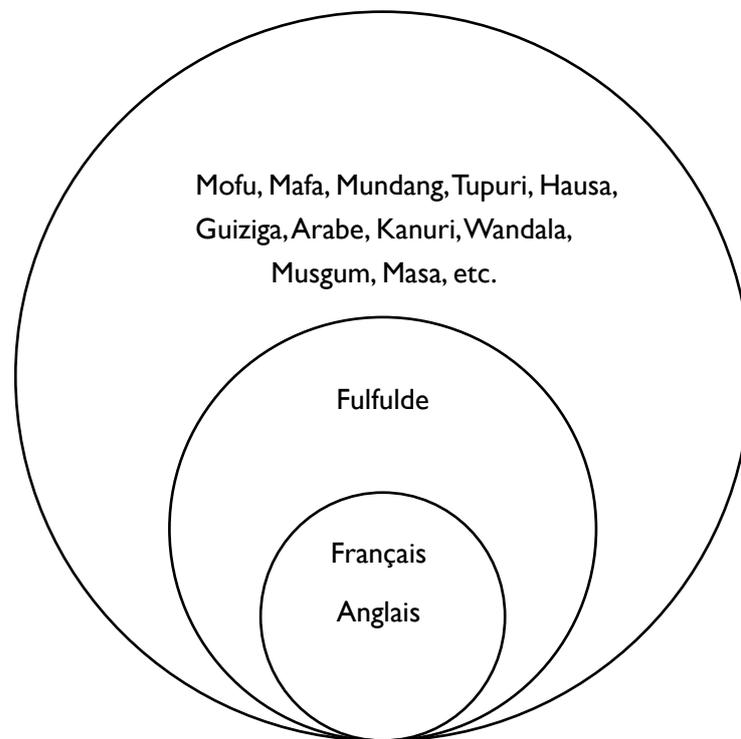


Tableau 4 : *Modèle gravitationnel appliqué aux langues de Maroua*

Le français et l'anglais sont les deux langues sur lesquelles repose le bilinguisme institutionnel du Cameroun depuis plus de cinquante ans. Les deux langues ont une fonction politico-administrative chez les Camerounais même si elles ne constituent pas des instruments de communication effectifs pour tous les citoyens. Quant au fulfulde, il se présente comme l'unique langue communautaire et d'intégration régionale. Son usage au sein de la majorité des secteurs de la vie sociale (l'économie, la politique locale et la communication familiale) en est la démonstration. Naturellement, les autres langues jouent un rôle satellitaire et se limitent aux domaines circonscrits des familles ou des personnes appartenant aux mêmes entités tribales.

Quelle langue choisir ? La question serait viable si elle s'adressait aux autorités administratives chargées des politiques publiques. Eh bien, n'importe quelle langue ! Toute langue qui s'imposerait à tous les habitants de la ville comme moyen de communication. Il existe, en effet, une langue qui joue ce rôle de trait d'union entre les citoyens, une langue d'intégration urbaine.



Langue véhiculaire, langue communautaire, langue majoritaire, langue supercentrale, *lingua franca*, langue dominante, langue régionale, etc., la terminologie dépend des auteurs et de la situation linguistique qui prévaut. Le choix d'une telle langue en milieu urbain s'opère de manière inconsciente et consensuelle à la fois, comme un processus diachronique. Et pour le cas de Maroua, ces langues pourraient bien être le français et le fulfulde.

L'autre principe, non moins important, est celui de la culture urbaine. Elle est un ensemble de pratiques et de représentations propres aux espaces urbains et qui se manifestent de façon naturelle en vertu des dynamiques sociales. Ce sont également des pratiques pluri-acteurs, pluridimensionnelles, complexes et hétérogènes, et qui tiennent à un même dénominateur commun : l'identité urbaine. En effet, les murailles des villes contemporaines présentent un environnement hétérogène qui reflète encore les phantasmes graphiques surgis de l'Antiquité, l'art urbain initié à New York dans les années quatre-vingt et une pratique publicitaire multiforme. Une littérature urbaine qu'il convient de qualifier de « murale » fait corps avec les imaginaires sociaux, se manifestant par une polyphonie de laquelle participent des codes, des mots, des icônes, des images, etc., stables ou dynamiques. De ce point de vue opératoire, toutes langues sont nécessaires pour l'intelligibilité et la cognition des individus.

6. Les enjeux d'une signalétique multilingue

Ici, nous n'avons pas l'intention de réfuter l'évidence énoncée antérieurement, évidence selon laquelle la langue d'intégration urbaine s'impose d'elle-même, obéissant aux besoins endogènes de communication des sujets citoyens. Cependant, il est convenable d'envisager la possibilité de concevoir la ville comme un espace socio-sémiotique.

Une signalétique multilingue, c'est-à-dire celle qui fait intervenir la majorité ou toutes les langues – aussi utopique que cela puisse paraître –, constitue une clef permettant de mieux connaître la ville. Les enjeux sont divers, qui concernent la délimitation des lieux au sein de l'espace urbain, l'orientation et l'individualisation de certains endroits en fonction de leur symbolisme. Par ailleurs, cette pratique participe de la construction identitaire de la ville,



identité urbaine qui doit toujours s'envisager en termes d'identité plurielle ou collective. Les relations se tissent entre les citoyens et les usagers de l'espace urbain, une symbiose entre les administrateurs et les administrés, etc., tout ceci s'édifiant sur les représentations que toutes les parties prenantes se font de leur environnement immédiat. Ces enjeux peuvent se traduire par des opérations concrètes qui convergent toutes en vue de :

- Identifier un lieu précis de la ville ;
- Restituer la mémoire d'un lieu et du territoire auquel celui-ci appartient ;
- Catégoriser les différents lieux de ville sur la base de leurs fonctions socioculturelles ;
- Insuffler une dynamique au potentiel culturel et économique tout en lui assurant une image positive ;
- Créer une signification nouvelle qui établit le lien entre le passé et le futur ;
- Promouvoir les langues en général, les langues locales en particulier ;
- Stimuler la fidélité du destinataire/interlocuteur/usager, qui devra adhérer aux enjeux collectifs parce qu'il se sera façonné certaines attitudes/représentations positives vis-à-vis de son espace urbain, etc.

Il est probable que, pour plusieurs raisons, il soit impossible d'opérer une planification qui prenne en compte toutes les langues parlées par les habitants d'une ville donnée. Mais il est également évident que les acteurs de la planification empruntent des voies faciles, en vertu de leur idéologie ou pour des raisons matérielles. Ce qui ne signifie pas que les enjeux que nous venons d'énumérer ne soient pas importants. Il faudra simplement que dans tout processus de développement local, on arrive à concilier les perspectives globales et spécifiques.



Conclusion

Tout au long de cette réflexion, il s'est agi de questionner la planification de la ville de Maroua à partir de son environnement scriptural ou son paysage sémiolinguistique. Les langues utilisées pour désigner les structures publiques ou privées, ce que nous avons appréhendé à partir des écrits urbains, nous révèlent les priorités linguistiques à la fois des habitants et de l'instance dirigeante de la ville. Il est clair, en effet, que les institutions publiques sont désignées en langues officielles – surtout le français – alors qu'on utilise aussi bien les langues officielles que nationales pour les structures privées.

Il est évident que l'écologie graphique de la ville de Maroua nous rend compte de la politique linguistique en vigueur au Cameroun, une politique qui favorise les langues officielles et contredit, *ipso facto*, le principe de décentralisation. Seule la gestion *in vivo* des langues, c'est-à-dire celle qui émane des habitants et usagers, permet d'entrevoir des perspectives d'espoir pour les langues locales. Bien évidemment, même s'il est admis que le libéralisme est la meilleure voie conduisant au développement global, il revient aux États ou aux pouvoirs centraux de tracer les grandes lignes des politiques de développement.

Références

- BULOT, T. (2001) : « L'essence sociolinguistique des territoires Urbains : un aménagement linguistique de la ville ? » in Thierry Bulot, Cécile Beauvois et Philippe Blanchet (dir.). *Sociolinguistique Urbaine, variations linguistiques : images urbaines et sociales*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- (dir.) (2004) : *Lieux de ville et identité. Perspectives en sociolinguistique urbaine*, vol. 1, L'Harmattan, Paris.
- & C. BAUVOIS (dirs.) (1998) : *Sociolinguistique urbaine : contributions choisies*, Mons, Revue Parole 5/6.
- & N. TSEKOS (1999) : « L'urbanisation linguistique et la mise en mots des identités urbaines » in Thierry Bulot (dir.) : *Langue urbaine et identité*, L'Harmattan, 19-34, Paris.



- CALVET, L.-J.** (2005) : « L'avenir des langues africaines en liaison avec les problèmes de développement », in I. Ndaywel E Nziem y J. Kilanga Musinde, (dir.). *Mondialisation, cultures et développement*, Maisonneuve et Larose, 229-236, Paris.
- (1994) : *Les voix de la ville*, Payot, Paris.
- (1993) : « Des mots sur les murs : une comparaison entre Paris et Dakar », in *Des langues et des villes*, Didier Erudition, Paris.
- CASTELLS, M.** (1981) : *La question urbaine*, Maspéro /Fondations, Paris.
- GUMPERZ, J.** (1972) : “Sociolinguistics and communication in small groups”, in J. B. Pride y J. Holmes, *Sociolinguistics*, Cambridge University Press, Cambridge.
- KARTHALA & PDM** (2008) : État de la décentralisation en Afrique, Karthala et PDM, Paris.
- LUCCI, V.** (dir.) (1998) : *Des écrits dans la ville. Sociolinguistique d'écrits urbains : l'exemple de Grenoble*, L'Harmattan, Paris.
- MILLET, A.** (1998) : « La ville : un espace socio-sémiotique » in Vincent Lucci (dir.). *Des écrits dans la ville. Sociolinguistique des écrits urbains : l'exemple de Grenoble*, L'Harmattan, Paris.
- SANOGO, M. L.** (2008) : « Politique linguistique et Union africaine », in Henri Tourneux (dir.). *Langues, Cultures et développement en Afrique*, 19-34.
- TABI-MANGA, J.** (2000) : *Les politiques linguistiques du Cameroun. Essai d'aménagement linguistique*, Karthala, Paris.

